

UNIVERSITÉ PALACKÝ D'OLOMOUC
FACULTÉ DES LETTRES
Département des Études romanes

Kateřina Růžicková

Le chômage en France et en République Tchèque

Mémoire de Licence

Directeur du mémoire:
Mgr. Aurélie Dubois

Olomouc 2011

Je déclare que le présent mémoire de Licence est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées

Olomouc, le 14 juin 2011

.....

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire. Merci à Aurélie qui m'a beaucoup aidée au cours de mon travail, pour son soutien et sa patience. Je voudrais aussi remercier à Mr Tom Brindavoine pour les informations pratiques que j'ai reçu de sa part et aussi pour son aide positif.

SOMMAIRE

Le chômage en France et en République Tchèque.....	1
Introduction.....	5
1. Définition du chômage.....	8
1.1. Histoire du chômage.....	8
1.2. Histoire du chômage en Tchécoslovaquie (plus tard en République Tchèque).....	9
1.2.1. Source: office tchèque des statistiques (ČSÚ).....	11
1.3. L'histoire du chômage en France.....	12
1.3.1. Après des chiffres on passe aux images.....	13
1.3.2. L'évolution chiffrée du chômage en France.....	14
1.4. Définition du marché du travail.....	17
1.4.1. Le fonctionnement du marché du travail.....	18
1.4.2. L'analyse néoclassique du marché du travail.....	19
1.4.2.1. L'équilibre partiel du marché du travail.....	19
1.4.3. Le marché du travail segmenté.....	20
1.4.4. L'offre et la demande du travail.....	21
1.4.4.1. La courbe de la demande.....	22
1.4.4.2. La courbe de l'offre.....	22
1.4.5. Le marché du travail tchèque en 1995-2006.....	23
1.4.6. Le marché du travail français en 1997- 2007.....	25
1.5. Femmes, jeunes, seniors, non qualifiés est-ce que sont exclus du marché du travail?.	26
2. Le chômage – approche descriptive.....	27
2.1. Quelles différentes typologies des chômeurs existe-t-il?.....	27
2.1.1. C'est quoi un chômeur?.....	28
2.2. Typologie du chômage.....	29
2.3. Taux de chômage.....	30
2.3.1 Définition théorique.....	30
2.3.2. Le taux de chômage selon sexe, l'âge et niveau de diplôme.....	30
2.3.3. Le taux de chômage dans la zone euro et dans l'UE 27.....	33
2.3.4. Considère-t-on plus de chômeurs en France ou en République Tchèque?.....	34
2.4. Quelles sont les obligations des demandeurs emploi en France?.....	35
3. Sociologie du chômage.....	37
3.1. La politique de l'emploi et le traitement du chômage.....	38
3.2. Les institutions en faveur des chômeurs en République Tchèque.....	39
3.3. Les institutions mises en disposition en France.....	40
3.4. Assurance chômage existe-t-elle dans les deux pays concernés?.....	42
3.4.1. Histoire de la protection contre le chômage depuis 1958.....	42
4. Croissances et raisons du chômage en République Tchèque et en France?.....	44
4.1. Problème du chômage en République Tchèque.....	46
4.2. La mondialisation aggrave-t-elle le chômage?.....	47
Conclusion.....	48
Résumé en français.....	50
Résumé en tchèque.....	51
Annotation en français.....	52
Annotation en tchèque.....	53
Bibliographie.....	54

INTRODUCTION

Le chômage est un symptôme de chaque pays du monde. La méconnaissance de la nature profonde du marché du travail est un des facteurs responsables du chômage. Le chômage n'a pas une cause unique et il n'existe pas qu'une seule solution pour le résoudre. Le chômage entraîne un coût important pour la société, c'est-à-dire un coût financier direct qui pourrait être évalué par la richesse qui aurait pu être produite par les personnes inemployées, à laquelle s'ajoute aussi le montant des indemnités dans la situation de non-emploi, en même temps un coût économique pour le pays et aussi un coût social qui résulte des impacts sur la santé et aussi sur l'augmentation de la délinquance. Le sujet du chômage nous le rencontrons presque quotidiennement dans les médias, dans la presse. Il fait souvent un objet de discussion politique ou familial lorsqu'il augmente ou baisse dans les sondages. Le chômage est une activité centrale de l'homme.

Ce mémoire aborde le sujet du chômage et toutes les circonstances, la comparaison de différents types de chômage, la hausse ou la baisse de chômage, les différents organismes de lutte contre le chômage. Ce mémoire établit la différenciation entre deux pays de l'union européenne: la République Tchèque et la France.

Le but de ce mémoire est de comparer ces deux pays européens et voir les différents marchés du travail, les différentes possibilités d'aide de l'état, les différents types de lutte contre le chômage, ainsi que les différents impacts sociaux sur les habitants.

La démarche de ce mémoire est plutôt théorique, une de mes cibles est de trouver les causes et les conséquences du chômage, l'histoire du chômage, la définition du chômage, la sociologie du chômage, la croissance et raisons du chômage en République Tchèque et en France, le marché du travail, l'offre et la demande du travail.

J'ai choisi ce thème parce que le chômage est un problème de nos jours qui remplit des pages de journaux, des livres, de nos télévisions et en général avec ou sans notre accord, nos vies quotidiennes.

Mes écrits sont fondés sur mon séjour Erasmus à l'Université du Maine en France, en tant qu'étudiante, pendant lequel j'ai pu observer à quel point la France est touchée par le chômage. Je me suis alors posée la question « la République Tchèque en est-elle tout autant ». Ce qui m'a donné envie d'en savoir plus.

Avant de débiter ce sujet, je me suis posée certains nombres de questions. Est-ce que le chômage est un mal inévitable? Serait-ce le prix à payer de la guerre économique à laquelle la mondialisation donne lieu? Est-ce que le chômage est le résultat d'un choix de société? Quelle est la bonne politique de chômage? Depuis quand le chômage existe-t-il?

La première partie est visé sur le contexte historique du chômage dans le monde entier, d'où viennent les origines du chômage et aussi un point vue sur le marché du travail en France et en République Tchèque. On estimera le niveau de l'offre et de la demande sur le marché du travail dans deux pays européens.

La seconde partie est concentrée sur les approches descriptives, la comparaison entre la France et la République Tchèque au niveaux de taux de chômage. Nous nous concentrons sur les chiffres plus détaillées, on parlera du droit de travail et aussi de la typologie du chômage, quels différents types de chômage existent. Et à la fin de cette partie on abordera les obligations des demandeurs d'emploi en France.

La troisième partie s'occupe de la sociologie du chômage, des différentes politiques de l'emploi, des institutions en faveur des chômeurs, et on abordera également l'histoire de la protection contre le chômage ainsi l'existence de l'assurance chômage.

Dans la dernière partie on résumera toutes nos recherches, toutes nos connaissances et nos études. Nous allons parler des croissances et des raisons du chômage en République Tchèque et en France. Pourquoi la France compte plus de chômeurs que la République Tchèque? Est-ce que la France est plus «sociale»?

Remarque: la monnaie sera traitée dans les exemples en euros pour la France et en couronne tchèque pour la République Tchèque

1. Définitions du chômage

1.1. Histoire du chômage

Le chômage lui-même provient du latin *caumare* qui veut dire se reposer pendant la chaleur. On peut également retrouver les origines de ce mot dans la langue grec=*kauma*, qui signifie la chaleur brûlante. En traduisant ces deux mots on peut s'imaginer que pendant le chômage nous pouvons rester à la maison au chaud et de ne pas se soucier de notre situation, est-ce que c'est la réalité?

Le chômage a une histoire qui né avec le salariat¹. En regardant l'histoire du chômage les chiffres précis sur le nombre de chômeurs apparaissent à partir du vingtième siècle qui a été mené par les syndicats. La première des discussions politiques sérieuses et publiques ont eu lieu depuis la fin du dix-neuvième siècle dans le monde entier. Mais le problème persiste depuis longtemps. Tout au long du Moyen Age, on utilisait le terme « les pauvres » pour désigner les chômeurs parce qu'ils étaient considérés ainsi. Seule la transition vers une économie de marché après la révolution industrielle a permis de parler de chômage. Les estimations du taux de chômage sont relativement faibles dans le dix-neuvième siècle car les femmes étaient souvent privées de la main-d'œuvre, mais elles étaient plutôt des „femmes au foyer“ et par conséquent elles n'étaient pas prise en compte dans les statistiques du nombre des chômeurs. Après la fin du conflit mondial le chômage est en période de dépression et il augmente brusquement.

La crise de 1929 avait provoquer une augmentation rapide des chômeurs. Dans les années trente, il contamine quasiment le monde entier. En même temps, cette fois, il a commencé à promouvoir l'idée que le chômage n'est pas simplement le résultat de la paresse ou le refus de travailler, mais qu'il est le fruit de la situation sociale provoquée par les forces sur lesquelles l'homme n'a aucun contrôle.

¹ Le lien de subordination du salarié à l'égard de l'employeur

Après la Seconde Guerre mondiale dans les années 50 et 60, en Europe, le chômage se maintient à un niveau faible, même en ces années. À la fin des années soixante et soixante-dix par contre elle explose en Europe. Toutefois, l'impact des chômeurs n'est pas aussi fort que dans les années trente du 20ème siècle. La raison en est pleinement développé par un système d'aide aux chômeurs mise en place par l'État sur la situation au début du siècle.

1.2. L'histoire du chômage en Tchécoslovaquie (plus tard en République Tchèque)

Dans le début des années vingt la Tchécoslovaquie a été frappé par le chômage. Jusqu'aux années trente la situation évoluait assez prospérement. La crise dans les années trente a frappé le pays de pleine force. Parmi les branches les plus touchées était l'industrie. Les industries orientées vers l'agriculture étaient moins défavorisées. Les problèmes principaux étaient dans la zone frontalière, surtout pour le peuple allemand qui se retrouvait plus au chômage que le peuple tchécoslovaque. Nombreuses exportations de marchandises en direction vers l'étranger été très réduites, car elles étaient un des facteurs de chômage.

La peur de la crise des années trente est revenue pendant la deuxième guerre mondiale. Cela conduit à un renforcement de la partie communiste. La partie communiste avait promis d'assurer l'emploi total. La partie intégrante dans les années quatre-vingt a été un suremploi progressive des femmes. Au milieu des années quatre-vingt-dix le chômage en République Tchèque est en plein essor. Il est lié à une vaste restructuration de l'industrie obsolète. Le taux de chômage dans les années 1993-1996 reste au dessous de 3,5%, en 1996 le chômage moyen est de 6%. En 1997 le taux de chômage est encore plus élevé que dans les années précédentes, c'est 8,5%. En 1999, pour la première fois le taux de chômage a dépassé les 9%, puis dans les six prochaines années, a attaqué avec succès plusieurs fois le tour de 10%. Exprimé en taux absolu, il y a eu plus de cinq cent mille personnes sans emploi. Les grandes différences dans le taux de chômage sont dans les districts et dans les villes, dans la capitale Prague le taux de chômage est entre 2,5% et 3,5%.

La hausse des chômeurs n'est pas liée seulement au nombre croissant économique, mais aussi aux critères démographiques selon une analyse récente par l'office tchèque des statistiques.²

Lorsqu'en 1996, le déséquilibre était encore d'environ 100.000 emplois, trois ans plus tard, il était de plus de 400 000 emplois. En 1999 après six années de croissance le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail a commencé peu à peu à diminuer. La demande sur le marché du travail s'est reproduite à partir des années 2004.

Avec la révolution industrielle, l'introduction de l'informatique et des machines dans la production dans les usines augmentent le chômage. La machine qui remplace le main-d'œuvre. Les entreprises embauchent moins des employés, car le plus important est de faire fonctionner les machines et de les contrôler.

En regardant le taux général de chômage en République tchèque depuis 1993, comme elle l'indique sur son site de ČSÚ³, nous trouvons cette année le taux de chômage dernier par rapport aux années précédentes, relativement réduit et à 7,1%. En général, le développement du taux de chômage de ces dernières années a plutôt tendance à la baisse, et en ce qui concerne le chômage de longue durée qu'il a tendance d'augmenter. Cela signifie que de plus en plus sont sans travail depuis plus d'un an.⁴

² <http://www.e-polis.cz/nezarazene-clanky/28-vyvoj-nezamestnanosti.html>

³ Český statistický úřad = office tchèque des statistiques

⁴ <http://www.sfinance.cz/zpravy/finance/106299-nezamestnanost-v-cr-klesa/>

Graphe 1: Le taux de chômage en République Tchèque 1993-2006



Ce tableau nous indique les taux de chômage entre les années 1993 et 2006. On peut bien constater l'existence des grandes différences entre les années 1996 quand le chômage était très bas, et encore le plus bas de cette période par rapport des années 2000 quand le chômage est au sommet des taux de chômage pendant la période indiquée. Pendant les treizes années on voit comment le taux de chômage est très variable. Cela explique qu'il y a plus en plus de gens qui sont sans le travail plus qu'un an.

1.2.1. Source: Office tchèque des statistiques (ČSÚ) ⁶

En 1999 le produit intérieur brut (PIB) après deux années de baisse à augmenter à nouveau et le chômage ne correspondait pas à ce développement. L'explication logique est la croissance simultanée de la production potentielle, la productivité du travail, ce qui a permis une production plus élevée à quantité constante de la main-d'œuvre, et peut-être de commencer les sociétés d'épargne.

Lorsqu'en 2004 la République tchèque adhère à l'Union européenne, l'adhésion qui était suivie par la chute des barrières à la circulation des marchandises et qui a permis à des nombreuses entreprises de pénétrer plus facilement sur les marchés étrangers. Leur efficacité est si élevée que lorsque le renforcement de la couronne est apparue elle n'a pas pu arrêter son avancée.

⁵ <http://www.finance.cz/zpravy/finance/106299-nezamestnanost-v-cr-klesa/>

⁶ <http://www.euroekonom.cz/analyzy-clanky.php?type=jl-nezamestnanost07>

La demande de travail est à la hausse, une fois de plus en 2000 car également beaucoup de la population partent à la retraite. Le marché du travail national fait face à un phénomène désagréable - un réseau social permet de mettre à l'aise de nombreux Tchèques qui finalement préfèrent rester à la maison et les nouveaux emplois sont de plus en plus occupés par des étrangers. Le nombre d'étrangers qui travaillent en République Tchèque est d'environ cent mille, il a augmenté depuis 2005. Le nombre d'étranger qui travaillent en République Tchèque a presque doublé.⁷

Environ les deux tiers des travailleurs font partie de l'Union européenne, les plus profondément représentés de communauté ethnique sont 94 milliers de Slovaques, suivis par près de 50 milliers d'Ukrainiens.⁸

1.3. L'histoire du chômage en France

Depuis la seconde moitié des années 1970, le chômage est au coeur de l'actualité économique et sociale française, rythmée par la publication périodique du nombre de demandeurs d'emploi, dont chaque hausse ou baisse est commentée. Il est devenu l'obsession de tous les gouvernements, qui naviguent entre volontarisme affiché et fatalisme mal assumé. Pourtant, le chômage de masse n'est pas une fatalité: la France a connu certaines périodes de baisse significative du nombre de chômeurs depuis la seconde moitié des années 1990.⁹

Le chômage en France baisse de façon continue depuis 1997. Du jamais vu depuis 1962. D'après les statistiques du chômage, et avec les réserves qui viennent d'être faites, les DENS¹⁰ puis les DEFM¹¹ ont été multipliées par plus de 7 depuis mars 1962.¹²

⁷ <http://www.euroekonom.cz/analyzy-clanky.php?type=jl-nezamestnanost07>

⁸ <http://www.euroekonom.cz/analyzy-clanky.php?type=jl-nezamestnanost07>

⁹ Jérôme Gautié, *Le chômage*. Collection repères, 2009, page dernière

¹⁰ Demandes d'emploi non satisfaites (DENS)

¹¹ Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

¹² Fahy, Jean-Michel. *Le chômage en France*. Presse Universitaires de France (PUF), 2001, page 15

Leur maximum de mars 1997, le volume de la PDRE¹³ a été multiplié par plus de 7 entre mars 1963 et mars 1981 et les chômeurs au sens du BIT¹⁴ ont été multipliés par près de 4 entre mars 1975 et leur maximum, également de mars 1997. Et, depuis mars 1997, les DEFM ont baissé de 21,43% et les chômeurs au sens du BIT de 17,85% seulement. De la sorte, le taux de chômage global au sens du BIT est passé de 1,4% en moyenne en 1962 à 12,4% en moyenne annuelle 1997, pour retomber à 10% au mois de mars 2000. Ce taux de chômage global est le résultat d'une grande variété de taux par catégorie. Il recouvre des situations diverses.¹⁵

1.3.1. Après les chiffres on passe aux images

Après les chiffres on passe aux images, dans un documentaire "Le chômage a une histoire" réalisé par Gilles Balbastre (2001), on peut étudier l'évolution du chômage en France. La première partie (1967-1981) dévoile la progression du chômage ainsi on peut constater qu'elle commence bien avant le choc pétrolier de 1973 . Dans ce premier document on distingue quatre périodes qui établissent des repères utiles:

« la période 1968-1973, faite de la classe ouvrière » où la hausse du chômage provoque le mécontentement du peuple français, sans pour autant former une menace pour les salariés, ce qui exaspère les exigences.

« la période 1974-1976, la crise » à l'issue de laquelle Jacques Chirac voit « le bout du tunnel ».

« la période 1976-1981, l'austérité », pendant laquelle Raymond Barre explique que la France vit au-dessus de ses moyens.

« la période 1981, à gauche toute ! », où Pierre Mauroy s'affiche comme « un chef de guerre contre le chômage ». ¹⁵

¹³ Population disponible à la recherche d'un emploi (PDRE)

¹⁴ Bureau international du travail (BIT)

¹⁵ Fahy, Jean-Michel. Le chômage en France. Presse Universitaires de France (PUF), 2001, page 15

¹⁶ http://lbsjs.free.fr/Balbastre/Balbastre_chomage.htm

La deuxième partie (1981-2001) met en avant le bouleversement libéral du gouvernement et des médias qui font l'apologie de la libre entreprise tandis que le chômage et la pauvreté progressent et que « les violences urbaines remplacent les manifestations de salariés ». L'emploi y est de plus en plus précaire (« 1994 : l'emploi en miettes »). La volonté d'accoler le franc au mark fait augmenter le nombre de chômeurs.¹⁷

Ce documentaire été très structuré, il m'a permis de bien comprendre l'évolution du chômage en France, de bien appréhender l'évolution de la société française qui passe d'une économie administrée à une économie libéralisée. Les documents d'époque montrent comment les gens ont vécu le chômage et comment ils ont lutté contre le chômage au quotidien, tout comme les différents avis politiques.

1.3.2. L'évolution chiffrée du chômage en France

À l'époque de la deuxième guerre mondiale et celles des années 70, le taux de chômage était très bas par rapport à aujourd'hui, il était entre 2% et 3% par an, ce qui correspondait aux passages inévitables d'actifs sur le marché du travail, il s'agissait d'un chômage frictionnel¹⁸. L'augmentation du nombre des chômeurs ne date pas du premier choc pétrolier de 1973. Le chômage entre les années 1969 à 1973 augmente régulièrement, même s'il s'agit d'un chômage de courte durée (le chômage d'adaptation).

En France, la quantité de chômeurs augmenta considérablement. En 1977 la France compte un million de chômeurs. Cinq années plus tard, en 1982 déjà deux millions de chômeurs et en 1993, trois millions de chômeurs. De décembre 1990 à début 1997, le nombre de chômeurs recensé au sein du Bureau International du Travail est passé de 2,3 millions (dont 9,2% de la population active) à 3,2 millions (dont 12,3% de la population active).¹⁹

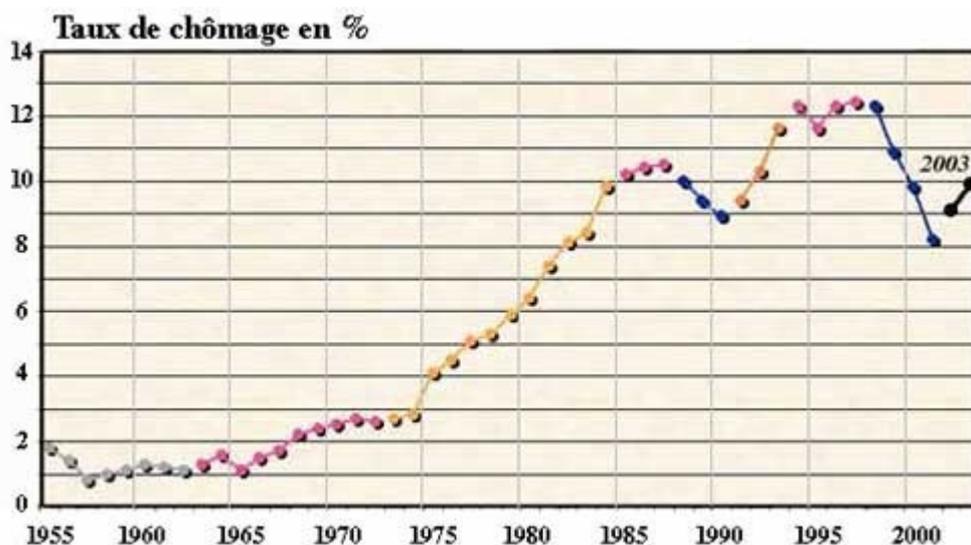
¹⁷ http://lbsjs.free.fr/Balbastre/Balbastre_chomage.htm

¹⁸ Désigne le chômage à la courte période d'inactivité qui sépare deux emplois

¹⁹ <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article136>

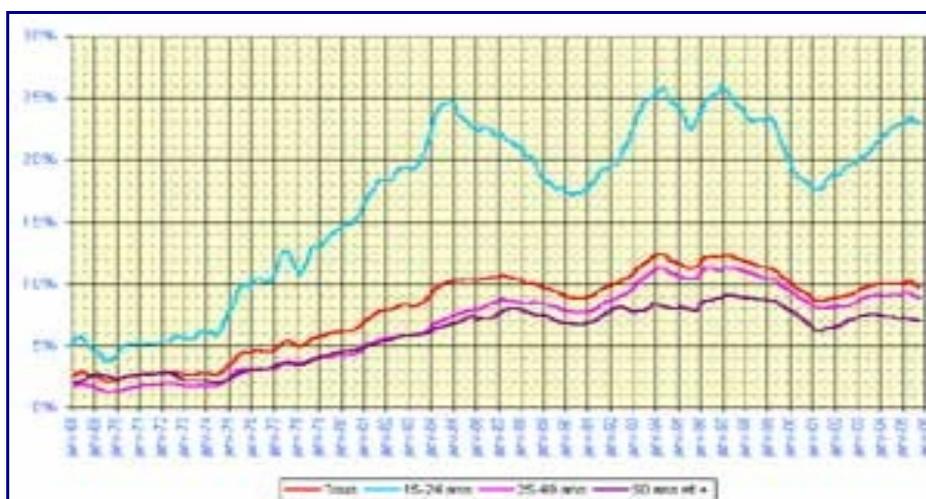
Dans l'histoire du chômage, la croissance n'a jamais été régulière, il a été qualifié de conjoncturel tant qu'il n'a été lié qu'au ralentissement de la croissance économique.

Graphe 2: Le taux de chômage indiqué en pourcentage de 1955 à 2000

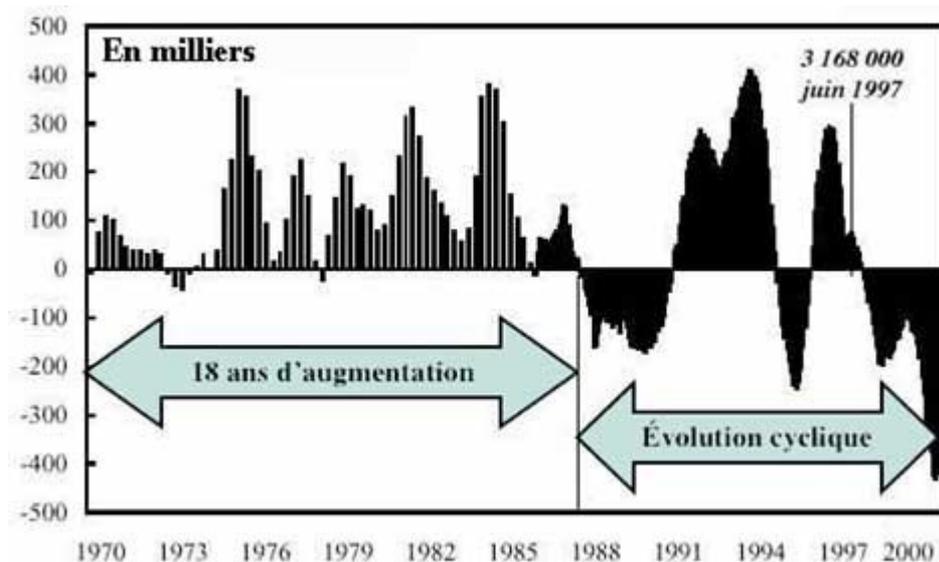


Dans le tableau numéro 2 on peut comparer les différents taux de chômage entre les années 1955 jusqu'au 2000. La plus grande hausse de taux de chômage a été considérée en 1995.

Graphe 3: Source – INSEE, séries longues



Graphe 4: Variation en milliers du chômage sur 12 mois en France (1970 – 2001)



En 1997 le taux de chômage baisse. Entre mars 1998 et mars 2000 le nombre de chômeurs a diminué de 424 000 et le taux de chômage de 1,8 point selon l'INSEE²⁰ ce qui laissait espérer à certains un retour vers le plein-emploi d'autant que l'on sait que la population active va diminuer en France à partir de 2006. En fin de l'année 2001 la population active a descendu de 9%, le taux de chômage est reparti à la hausse. Les pronostics économiques pour la fin 2004 sont de 9,9% ce qui nous montre que le ralentissement de croissance économique est une cause importante de retour d'un niveau élevé de chômage. Pour les entreprises, l'emploi devient une variable d'ajustement. La création de nouveaux emplois ne suffit pas à dissoudre le chômage et alors on se pose la question pourquoi ça ne suffit pas? Car la conjoncture s'améliore, de nouvelles personnes, jusque-là inactives (femmes au foyer, jeunes) entrent sur le marché du travail, ce qui introduit le fléchissement des taux d'activité. En 1998 l'économie française a crée 400 000 emplois et le nombre de chômeurs met deux ans pour diminuer de 424 000 ce qui veut expliquer que les créations d'emploi ne profitent que partiellement aux chômeurs.²¹

En conclusion, on peut constater que l'agencement entre tel ou tel mécanisme de protection sociale, la réglementation du temps de travail, la protection des emplois et du marché des biens et services, peuvent en effet expliquer des écarts de trajectoire concernant le chômage et l'emploi.

²⁰ Institut national de la statistique et des études économiques

²¹ <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article136>

1.4. Définition du marché du travail

Le marché du travail est un endroit qui répond à la demande de main-d'œuvre potentielle. Le marché du travail est le lieu de rencontre de l'offre et de la demande du travail, dans un des facteurs de production, et aussi le lieu où se fixe le montant de la rémunération du travail, c'est-à-dire son prix. Le marché du travail est segmenté en 2 parties distinctes : un marché interne concentrant les emplois les plus stables et proposant des perspectives de carrière par promotion interne, et un marché externe qui rassemble les emplois soumis à la concurrence et au libre fonctionnement du marché. Il existe aussi la théorie économique actuelle qui distingue le marché du travail sur le marché de secteur primaire et celui de secondaire. La théorie économique actuelle et la pratique ne divise que le marché du travail interne et externe, mais aussi le marché primaire et secondaire. Bien que les personnes travaillant sur le marché primaire puissent être vus sur le marché secondaire, par contre le mouvement inverse du travail est tout à fait exceptionnel. Et pourquoi? En raison de l'absence de postes vacants sur le marché du travail de secteur primaire et par des obstacles institutionnels comme la forme des mesures restrictives mise en place par les syndicats²²

Le marché du travail, à la différence d'un marché "normal", est segmenté, c'est-à-dire divisé. Le constat de l'existence de marchés interne et externe du travail est simple : il existe peu ou prou deux types de marché du travail.

„Le premier est le marché interne est constitué des travailleurs souvent qualifiés et diplômés, qui, s'ils changent d'emplois, ne changent généralement pas d'entreprises. Il existe en effet un mode d'organisation du travail qui consiste à pourvoir les emplois vacants en ayant recours prioritairement à la promotion interne, plutôt qu'à des travailleurs extérieurs à la firme. Ces salariés du marché interne représentent donc la main d'oeuvre "maison", qui profitent des évolutions de carrière. On les appelle parfois les insiders. Au sein du marché interne, les travailleurs bénéficient d'une large sécurité de l'emploi.“²³

²²<http://brises.org/notion.php/Marche-travail/offre-travail/demande-travail/salaire/offre-emploi/demande-emploi/notId/47/notBranch/47/>

²³ <http://brises.org/notion.php/marche-travail/marche-interne/marche-externe>

„Le second type de marché, externe, est constitué des travailleurs en "concurrence" sur un marché du travail classique arbitrant entre offre et demande. Les entreprises ont recours à eux, en cas de besoin, lorsqu'elles connaissent des poussées de croissance ou qu'elles ont déjà mobilisées l'ensemble des salariés du marché interne. On les appelle donc parfois les outsiders. Au sein du marché externe, les travailleurs connaissent instabilité et incertitude sur le devenir de leur emploi.“²⁴

1.4.1. Le fonctionnement du marché du travail

Le marché du travail est un lieu de rencontre des travailleurs et des employeurs. Les offres de travail viennent des travailleurs, et les demandes de travail proviennent des entreprises. L'ajustement du salaire est censé égaliser les offres et les demandes de travail, ce qu'on peut voir dans l'analyse néoclassique du travail.

„L'économie de marché intègre plusieurs marchés. Les marchés individuels sont différents les uns des autres et relativement indépendants, mais ils sont interconnectés parmi eux et dépendent des autres. Le marché de produits et services est le marché de l'économie dominante sur lequel les consommateurs achètent des marchandises pour satisfaire leurs besoins.“²⁵

Le marché du travail est un marché spécifique par rapport aux autres marchés, car la main-d'œuvre sur ce marché n'est pas un bien. Un autre problème qui se pose sur les possibilités du marché du travail; l'offre du travail est plus restreint que celui de la demande du travail, c'est bien pour cela que le marché du travail est indiqué comme le marché asymétrique. Les employeurs ont plus de choix que des employés. Parmi les handicaps de main-d'œuvre du marché du travail on retrouve les différences des force physiques et psychiques, l'âge, la discrimination,

²⁴ <http://brises.org/notion.php/marche-travail/marche-interne/marche-externe/>

²⁵ Buchtová (2002)

1.4.2. L'analyse néoclassique du marché du travail

Cette observation du marché du travail a fait parti de celle qu'on qualifie « les traditionnelles ». Pour l'ensemble des théoriciens néoclassiques, le marché du travail est un marché comme un autre. Dans cette approche, ni la spécificité du bien échangé, ni les modalités institutionnelles propres dans lesquelles s'inscrivent les transactions, ne justifient un traitement particulier. À partir de la détermination des salaires et de l'emploi provient de la rencontre de l'offre et de la demande de travail, expliquées sur un marché dépourvu de défauts par des agents « maximisateurs », autrement dit inciter par la recherche de leur intérêt personnel. La seule forme de chômage qu'autorise une telle représentation est due au refus des travailleurs d'accepter le salaire de marché, parce qu'il est jugé trop faible: s'il y a de l'inactivité, ceci est donc qualifié de volontaire.²⁶

1.4.2.1. L'équilibre partiel du marché du travail

Ces modèles néoclassiques se préoccupe de l'échange de travail entre une entreprise et un employé. Le travail est offert par un agent, qui consomme également le bien. Ce travailleur-consommateur résiste à un arbitrage dont la nature est la suivante. Plus la quantité de bien qu'il consomme est élevée, plus sa satisfaction augmente. La quantité de travail que l'agent va décider d'offrir « à l'équilibre » dépend donc de la forme de ses préférences et bien sûr du prix de la consommation et du taux de salaire. Dans ce prototype de « concurrence parfaite », aucun agent ne peut influencer la formation des prix, ni par ses décisions. Cette théorie rappelle que les prix s'imposent aux agents, parfois sont à leurs yeux des paramètres, on dit encore que les agents sont des « preneurs de prix » (price takers). L'équilibre de notre « consommateur-travailleur » le conduit donc à présenter une fonction d'offre de travail croissante en fonction du salaire. La quantité de biens demandée et la quantité de travail offerte égalise taux marginal de substitution entre consommation et loisir et salaire réel.²⁷

²⁶ Perrot, Anne. Les nouvelles théories du marché du travail. Collection Repères, 1992, page 6

²⁷ Perrot, Anne. Les nouvelles théories du marché du travail. Collection Repères, 1992, page 7,8

1.4.3. Le marché du travail segmenté

La structure du marché du travail nous montre qu'elle est découpé en deux secteurs.

Dans un premier temps on parle du secteur primaire, dans lequel les salaires sont élevés, la stabilité de l'emploi est forte, les perspectives de carrière importantes. Ce secteur se forme de firmes de grande taille, qui constitue des marchés internes du travail – la promotion des individus, leur carrière et le niveau de leurs rémunérations sont déterminés en grande partie par leur évolution au sein de ce marché interne.²⁸

Le secteur secondaire possède les caractéristiques opposées. Les salaires y sont faibles, la rotation est importante, et les salariés ne bénéficient généralement pas de perspective de carrière au sein de l'entreprise. L'entreprise est a priori de petite taille, et elle n'est pas organisée en marché interne, puis la mobilité des employés entre ces deux secteurs est excessivement réduite, c'est que les emplois primaires sont rationnés.²⁹

Pour conclure cette structure du marché du travail laisse survivre du chômage, qui forme en quelque sorte le troisième segment de cette économie divisé. Nous sommes tentés de se tourner vers les théories du capital humain pour expliquer la constitution de structures de ce type, le secteur primaire serait peuplé d'employés ayant reçu une formation, tandis que le secteur secondaire rassemblerait la main-d'œuvre non qualifiés. Ce serait ignorer que les individus qui composent cette économie possèdent souvent des caractéristiques productives identiques. Pour des raisons encore à découvrir, certains salariés restent confinés au secteur secondaire, tandis que d'autres, que rien ne distingue, au moins au départ, obtiennent un emploi dans le secteurs primaire, ce fait stylisé relevant des propriétés de la demande de travail.³⁰

²⁸ Perrot, Anne. Les nouvelles théories du marché du travail. Collection Repères, 1992, page 95

²⁹ Perrot, Anne. Les nouvelles théories du marché du travail. Collection Repères, 1992, page 95

³⁰ Perrot, Anne. Les nouvelles théories du marché du travail. Collection Repères, 1992, page 96

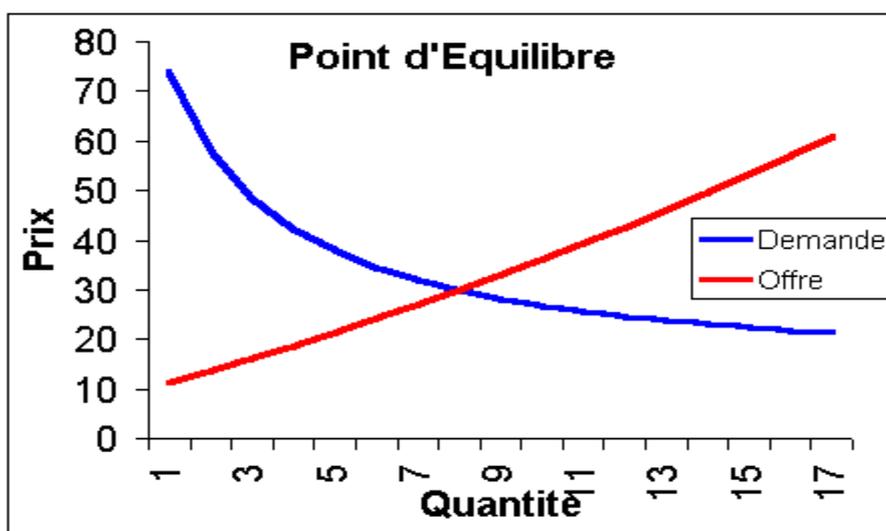
1.4.4. L'offre et la demande du travail

Étant donné que pour l'évolution du marché du travail il existe des changements critiques qui parviennent à la fois en volume et dans la structure de l'offre, respectivement de la demande du travail, en cadre de les analyses macro-économiques, l'attention est consacrée sur les deux.

Si nous partons de la définition du marché du travail, alors la conclusion est que la demande de travail est le volume total de la main-d'œuvre sur le marché du travail à un certain niveau de revenu, exigent que les employeurs individuels. Si leurs revendications sur ce marché sont accomplies et les emplois proposés par des employés sont pleins, on parle de la demande satisfaite, si il s'agit de l'inverse on parle d'une demande insatisfaite.

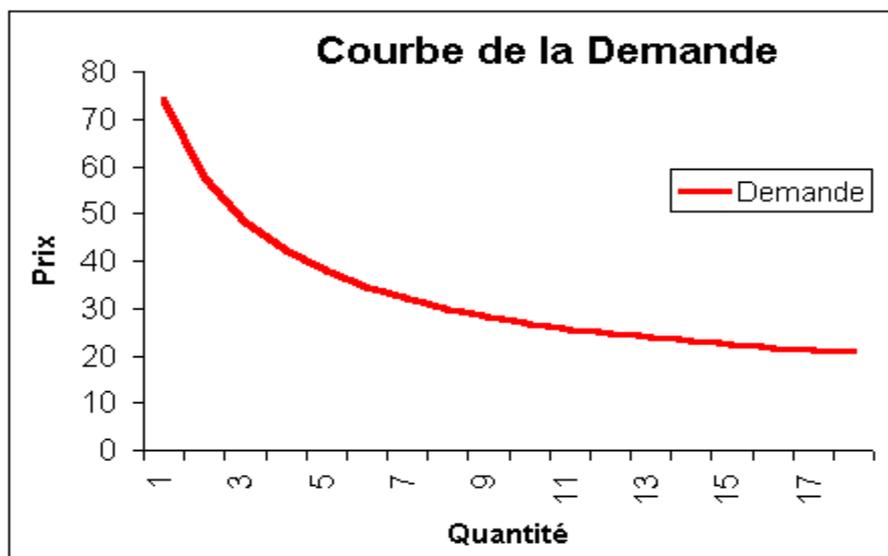
L'offre d'emploi est définie comme le nombre total des personnes qui offrent leurs forces de travail sur le marché du travail à un certain niveau de salaire. Également dans ce cas nous parlons de l'offre de travail convaincu car ils représentent les gens qui sont employés et l'offre insatisfaite représentée par des personnes qui veulent travailler, qui sont les demandeurs d'emploi, mais en raison du manque d'emplois ils ne peuvent pas travailler. Autrement dit, l'offre de travail non comblée égale au nombre de chômeurs.

Graphe 5: Point d'équilibre entre l'offre et la demande



1.4.4.1 La courbe de la demande

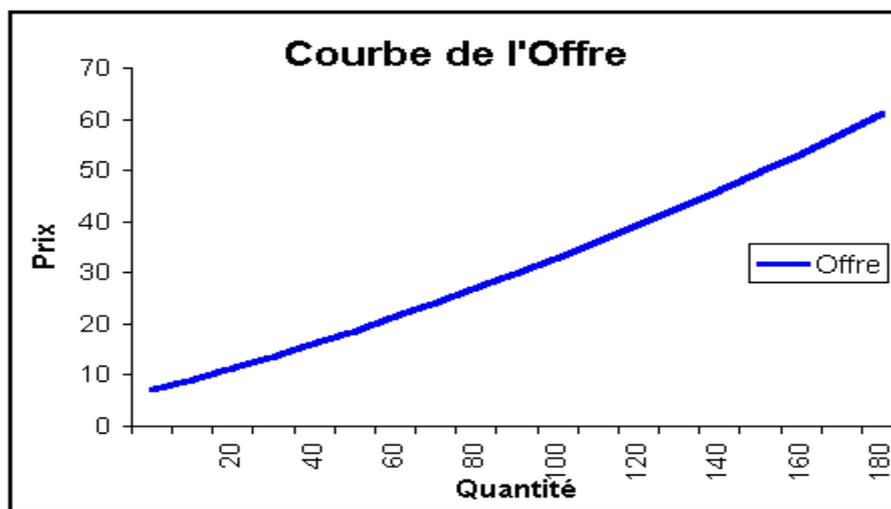
Graphe 5: La courbe de la demande



La loi de la demande est représentée graphiquement par une courbe descendante qui est la conséquence des facteurs suivants : lorsque le prix diminue, la quantité augmente, et vice versa.

1.4.4.2 La courbe de l'offre

Graphe 6: La courbe de l'offre



La loi de l'offre peut être montrée graphiquement par une courbe ascendante. Quand le prix augmente, la quantité augmente; ainsi, le rapport direct est vérifié.

1.4.5. Le marché du travail tchèque en 1995-2006

La période 1995-2006 a été le développement du marché du travail tchèque influencé par de nombreux facteurs, qui peuvent contenir le processus de restructuration, les différentes phases du cycle économique, dans lequel chaque point dans le temps que l'économie tchèque se trouve, les économies de nos principaux partenaires commerciaux et dernièrement l'environnement de marché concurrentiel fort. Ce qui a forcé les entreprises tchèques à rationaliser leurs activités de production. Ces facteurs sont ensuite traduits non seulement par la baisse cumulative de l'emploi de 2,71% (en termes absolus, le nombre d'employés a diminué de 134 510 personnes). Mais aussi dans la croissance du chômage, tandis que le nombre total de chômeurs a augmenté de 163 240 personnes, soit 78,46%. La croissance relativement robuste du chômage est liée principalement aux changements dans la structure de l'économie tchèque, comme une épreuve de la structure qualitative des chômeurs. La participation des chômeurs de longue durée dans le nombre total de demandeurs d'emploi (plus d'un an n'a pas pu trouver du travail, en moyenne, 42,17% des chômeurs). Mais n'oublions pas les grandes différences régionales.

Pour les onze dernières années, le marché du travail tchèque a connu une évolution assez spectaculaire, entraînant une augmentation du taux de chômage de l'original 2,97% en 1995 à 8,08% à la fin 2006.

On peut trouver dans l'évolution du chômage cinq saisons dans laquelle le marché du travail tchèque, ce qui a provoqué des changements importants dans les tendances:

(1) Le premier terme, dont l'origine est liée à la janvier 1995 et la fin de juin 1996, est la phase durant laquelle le taux de chômage est relativement bas accompagné d'un emploi presque stagnant. Le nombre des salariés a augmenté en moyenne de 0,04 points de pourcentage par mois.

(2) La deuxième étape est une période de 44 mois, de juillet 1997 à janvier 2000, où il y avait une augmentation constante du chômage, qui s'est traduite au niveau du taux de chômage enregistré, dont la valeur a augmenté de 7,07%.³¹

³¹ http://knihy.cpress.cz/DataFiles/Book/00002405/Download/ke0325_ukazkova%20kap

(3) Dans le délai de février 2000 à juin 2001, il ya eu une nouvelle baisse du taux de chômage, un processus qui a ensuite été remplacé par le processus 4.

(4) La période de croissance du taux de chômage enregistré en juillet 2001 à février 2004, au cours de laquelle la part des chômeurs au nombre total de la main-d'œuvre a augmenté. L'analyse de la valeur maximale était 10,86%.

(5) La troisième et la dernière étape de la baisse du taux de chômage de mars 2004 à décembre 2006, dans laquelle la valeur du taux de chômage enregistré a progressivement diminué de 10,86 au-dessus de 7,67%, soit de 3,20 points de pourcentage.

Si nous utilisons dans l'analyse des données du marché du travail tchèque de l'Enquête sur la population active, alors la conclusion est que, dans les deux premières années, nous avons remarqué que le taux de chômage est tombé de 0,40 points de pourcentage. Bien que le taux de chômage national moyen soit resté à un niveau relativement faible (3,96%), on remarque dans cette période pour voir des différences régionales importantes. Bien que le taux de chômage le plus faible en 1995-1996 ait été vu à Prague, où l'emploi a couru en moyenne 2,25% de la population économiquement active, le taux de chômage le plus élevé en moyenne face à la région d'Usti nad Labem où le chômage 8,00 % de la population plus de quinze ans, la différence entre ces régions a augmenté de 4,53 initiale final 6,99 points de pourcentage en 1995-1996 a également été un coussin épuisement définitif de transformation ", qui a été associée à la fois la baisse de l'emploi de retraités et les femmes et les possibilités nouvellement créé pour travailler à l'étranger. Incapacité à une nouvelle réduction de l'emploi sans que cette baisse se reflète dans la hausse du chômage, il confirme également l'évolution de la participation qui, en cette période a diminué de 0,27 point de pourcentage, principalement en raison de taux de participation des femmes en déclin. En 1995-1996 a été le développement du marché du travail tchèque principalement affectées par le redéploiement des secteurs primaire et secondaire au secteur tertiaire. Si l'on analyse ces évolutions de façon plus détaillée, la conclusion est que dans le secteur primaire a diminué durant cette période, le nombre de travailleurs par 27 620. personnes, soit 6,53% du secteur secondaire et 3 980. personnes, soit de 0,20 pour cent.³²

³² http://knihy.cpress.cz/DataFiles/Book/00002405/Download/ke0325_ukazkova%20kap.pdf

1.4.6. Le marché du travail français en 1997-2007

La fin des années 1990 marque le début d'une nouvelle phase de forte croissance, dans le même temps qu'un changement important de l'orientation de la politique de l'emploi. L'orientation vers les allégements de charges sur les bas salaires, les emplois des jeunes et les fameuses 35 heures. De 1997 à 2001, la France rattrape ainsi une partie de l'écart de chômage avec ses principaux partenaires européens, avec une baisse du taux de chômage de 3,2 points.

Lors des élections législatives de juin 1997, la réduction du temps de travail a été l'un des axes majeurs du programme électoral du Parti socialiste. La première loi Aubry, votée en juin 1998, annonce la baisse de la durée légale du travail à 35 heures le 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de 2 salariés et définit les incitations accordées à celles qui, avant cette échéance, réduisent de 10% leur durée de travail et embauchent 6% de salariés en plus. Cette loi tente d'encourager et d'inciter à des négociations de réduction du temps de travail collectif sans baisse des salaires. Le 19 janvier 2000, la loi Aubry II confirme la réduction de la durée légale du travail par accord négocié comprenant les bas salaires.

Entre 1998 à 2002, la politique globale de réduction du temps de travail et allégements de charges aurait créé environ 350 000 emplois.³³

Après une hausse du taux de chômage à 9,1% consécutive à la crise de 2001, le marché du travail français connaît une nouvelle embellie à partir de 2006. La baisse du chômage est extrêmement rapide au regard de la croissance encore molle du PIB, que son rythme correspond aux baisses de chômage enregistrées à la fin des années 1990, alors que la croissance était de plus de 3%, contre 2,2% en 2006 et 2,3% en 2007. L'explication tient au ralentissement de la population active à partir du milieu des années 2000, qui accélère l'amélioration du marché du travail jusqu'en 2007.³⁴

³³ Source: revue économique française

³⁴ Source: revue économique française

„En France, chaque jour ouvrable, 10 000 emplois disparaissent et autant sont créés. Un tel processus est à l'œuvre, depuis longtemps, dans tous les pays industrialisés. Cette découverte a bouleversé de fond en comble la manière de penser le fonctionnement du marché du travail.“³⁵

1.5. Femmes, jeunes, seniors, non qualifiés est-ce que sont exclus du marché du travail?

En France, comme dans les autres pays européens, la situation du marché du travail reste défavorable aux femmes, au non qualifiés et aux jeunes. L'écart entre les taux de chômage des hommes et des femmes recule depuis plus de quinze ans, passant d'environ 4 points au début des années 1990 à moins de 2 points dans le milieu des années 2000. En regardant l'Allemagne ou Royaume-Uni les inégalités par sexe sur le marché du travail sont moins marquées. Le taux d'activité en moyenne de l'Union européenne était 65,9%.³⁶

En ce qui concerne des non-qualifiés, leur taux d'activité est 7,8% est très bas par rapport les femmes. Depuis 1993, les gouvernements ont mené une politique d'allègement du coût du travail ciblant essentiellement les moins qualifiés, via des exonérations de charges sur les bas salaires, mais également des catégories sociales plus spécifiques, comme les travailleurs âgés et les jeunes.³⁷

Pourquoi les femmes sont les plus discriminés sur le marché du travail? En ce qui concerne les femmes leurs trajectoire de vie se révèle être un handicap dans le monde du travail. L'inégalité dans le chômage révèle l'incompréhension d'une société peu ouverte aux femmes. Les entreprises préfèrent embaucher plus un homme qu'une femme, car la femme peut partir au congé maternité ou aussi pour certains elle est plus faible, plus fragile et puis elle a au choix que d'emploi peu durable. Notre société a plus des postes masculins que féminins. Tous les leaderchip, les directeurs, les responsables sont dans la plupart des hommes, donc on ne pourra pas changer la société, aujourd'hui pas encore.

³⁵ Cahuc, Pierre. Le chômage, fatalité ou nécessité? Flammarion, 2009, page 1

³⁶ Source: revue économique française

³⁷ Source: revue économique française

2. Le chômage – approche descriptive

2.1. Quelles différentes typologies des chômeurs existe-t-il?

Si on parle de chômage massif, il faut bien noter que la sélectivité du marché du travail augmente. Cette sélectivité du marché du travail tend à segmenter la population des chômeurs ou des inactives en sous-groupes dont l'employabilité est amplement déterminée par leur passé professionnel. Dans cette approche, trois dynamiques tendent à devenir prédominantes. On les qualifiera respectivement de chômage de conversion, chômage répétitif, chômage d'exclusion.

En principe *le chômage de conversion* concerne des travailleurs qui sont victimes d'un licenciement économique. Par rapport un pourcentage dans cette catégorie, elle est dominée relativement par les hommes, car le licenciement économique provient principalement de l'industrie et du BTP.³⁸ Dans le plupart de cas, il s'agit des travailleurs qualifiés et de travailleurs de tranches d'âge moyennes entre 25-50 ans. L'indemnisation relativement favorable est garantie par leur ancienneté dans l'emploi, par leur niveau de salaire antérieur et aussi par leurs conditions de licenciement. Leur durée de chômage est souvent plus longue.³⁹

Deuxième type de chômage, *le chômage répétitif*, ce type de chômage concerne des personnes qui connaissent des nombreux passages par le marché du travail. En général ce sont des femmes qui cherchent à reprendre une activité professionnelle et des jeunes dernièrement sortis du système scolaire. Ce chômage est défini par un pourcentage élevé de travailleurs très peu qualifiés. Les déterminants des taux faible sont défini par leur instabilité dans l'emploi et leur niveau de salaire minimum. Pour toutes ces raisons, la durée de chômage sera courte mais des réinsertions à nouveau précaires.⁴⁰

³⁸ Bâtiment et des travaux publics

³⁹ Freyssinet, Jacques. Le chômage. Collection repères 2002, page 41

⁴⁰ Freyssinet, Jacques. Le chômage. Collection repères 2002, page 42

Mais ce sont eux qui ont la plus forte probabilité de parvenir à une réinsertion satisfaisante.

En comparant la première et la deuxième catégorie de chômeurs, on met en question le choix de la durée du chômage comme seul indicateur de la gravité de la situation de chômage. Les durées totales sont beaucoup moins inégalement distribuées que les durées de chaque passage. Et pourquoi? Car les passages courts sont plus souvent répétitifs que les passages longs.

Dans la troisième catégorie est le *chômage d'exclusion* qui établit le développement. Il est l'une des conséquences de la crise économique. Il s'agit des travailleurs qui se présentent sur le marché du travail avec des handicaps tels que leur probabilité d'insertion est très faible dans un contexte de sélectivité accrue. Il semble d'être condamnés à un chômage de longue durée. En général cette catégorie est fournie par les travailleurs dits "âgés". Cette catégorie touche surtout des jeunes dont le niveau de formation ou les attitudes à l'égard du travail excluent l'insertion professionnelle stable.⁴¹

„Il existe des passages entre ces trois catégories, certaines situations ne sont pas réductibles à l'une d'entre elles. Cette division identifie les formes dominantes d'extension du chômage dans la période contemporaine.“⁴²

2.1.1. C'est quoi un chômeur?

Un chômeur est une personne qui peut travailler et qui veut travailler, mais qui ne trouve pas d'emploi. Il peut être aussi défini comme l'inactivité d'une personne souhaitant travailler.

⁴¹ Freyssinet, Jacques. Le chômage. Collection repères 2002, page 42

⁴² Freyssinet, Jacques. Le chômage. Collection repères 2002, page 42

L'INSEE nous dit que les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes de 15 ans ou plus qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi ou úřad práce) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail. Et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.⁴³

D'après le Bureau international du travail, les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, au cours de la période de référence, étaient sans travail, c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié, ni d'un emploi non salarié, qui étaient disponibles pour travailler dans un emploi salarié ou non salarié durant la période de référence et à la recherche d'un travail, c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours de la période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou un emploi non salarié. Les chômeurs font la partie de la population active. Les jeunes, le préretraités et les travailleurs à temps partiel sont exclus.⁴⁴

2.2. Typologie du chômage

Les définitions purement économiques de chômage telles que le chômage frictionnel ou le chômage structurel, la plupart d'entre elles situent le chômage par rapport à l'individu qui en est victime.⁴⁵

„Quand on parle de *chômage frictionnel*, on le considère comme un passage entre deux emplois. Ce type de chômage est inévitable, c'est un chômage involontaire dont la durée et l'importance dépendent des structures du système d'emploi de l'économie. Plus ce système est rigide, plus le chômage frictionnel est important. Ainsi le chômage frictionnel est une composante du chômage structurel.”⁴⁶

⁴³ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-rp.htm>

⁴⁴ Fahy, Jean-Michel. Le chômage en France. Presse Universitaires de France (PUF), 2001, page 7

⁴⁵ Fahy, Jean-Michel. Le chômage en France. Presse Universitaires de France (PUF), 2001, page 5

⁴⁶ http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/secosoc/breve.php3?id_breve=220

„Le chômage structurel peut être décomposé en deux parties. Le chômage structurel est la partie du chômage qui s’explique par les rigidités qui empêchent que les offreurs de travail trouvent sans délai un emploi. C’est un chômage inéliminable qu'on peut le réduire en rendant le système d’emploi plus flexible mais il faut penser aux effets négatifs de la flexibilité. Le chômage structurel contient le chômage technologique et le chômage frictionnel.“⁴⁷

2.3. Taux de chômage

2.3.1. Définition théorique

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active. La population active regroupe quant à elle l’ensemble des personnes ayant un emploi et des chômeurs. Il existe différentes classes pour calculer un taux de chômage, par exemple par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. Après un taux de chômage d'une classe d'âge, on distingue aussi le taux de chômage par sexe, par région, par nationalité, par niveau de diplôme, etc.⁴⁸

2.3.2. Le taux de chômage selon sexe, l'âge et niveau de diplôme

En France, le taux de chômage frappe d'abord les plus jeunes et encore plus durement en temps de crise. On considère 23,3% des actifs de l'âge de 15 à 24 ans. Les jeunes femmes sont maintenant plus touchées que les jeunes hommes. Les jeunes femmes représentent 24,7% par rapport 22% pour les jeunes hommes. Mais on se pose la question alors pourquoi les jeunes sont les plus touchés? En raison de leur inexpérience, mais aussi de leur arrivée dans une période plus difficile où chacun s'accroche à son emploi.⁴⁹

⁴⁷ http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/secosoc/breve.php3?id_breve=220

⁴⁸ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/taux-de-chomage.htm>

⁴⁹ http://www.inegalites.fr/spip.php?article230&id_mot=87

L'entrée dans le monde du travail reste un obstacle, les gens sont prêts à garder leurs emplois même si les salaires sont inférieurs. La situation d'aujourd'hui est plus difficile qu'auparavant. Il faut noter aussi que certains chômeurs qui approchent de la retraite n'apparaissent plus dans les statistiques, ce qui minimise leur taux de chômage et dont une partie des scolarisés notamment.

Tableau 1: Taux de chômage en France métropolitaine (source: Insee)

Taux de chômage selon l'âge et le sexe
Unité : %

Ensemble	9,3
15-24 ans	23,3
25-49 ans	8,4
50 ans ou plus	6,1
Hommes	9,1
15-24 ans	22,0
25-49 ans	8,3
50 ans ou plus	6,0
Femmes	9,4
15-24 ans	24,7
25-49 ans	8,6
50 ans ou plus	6,2

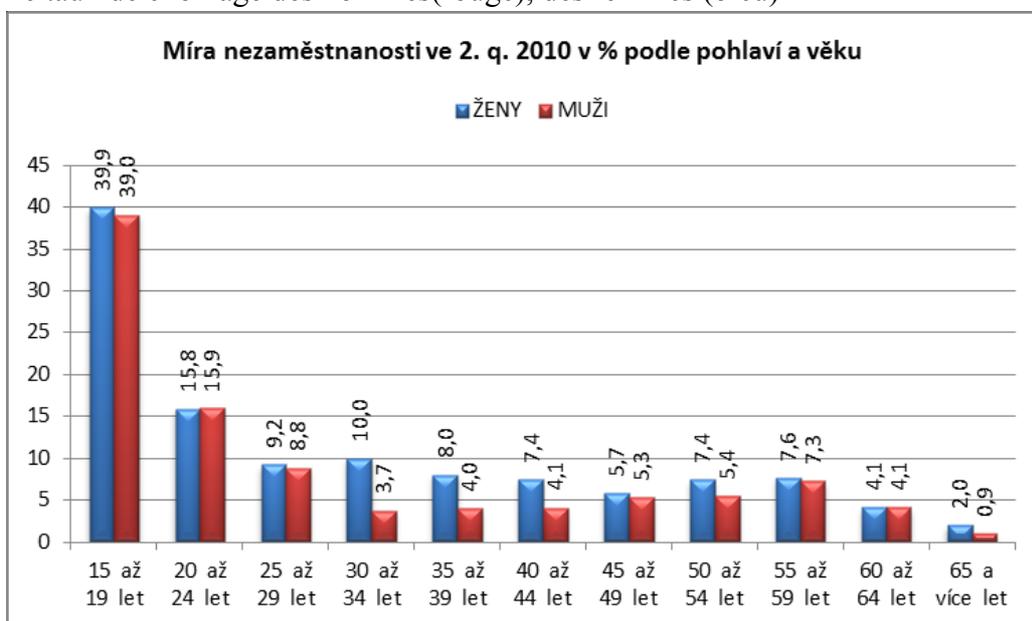
Source : Insee - enquête Emploi - 2ème trimestre 2010, France métropolitaine - population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

En République Tchèque, selon l'enquête de l'Organisation internationale du travail (OIT) au deuxième trimestre 2010, ils constataient que le nombre moyen de chômeurs a diminué par rapport au premier semestre 2010. Cette diminution a été de 48 000.

La diminution entre le premier et deuxième trimestre de 2010 est principalement due à l'amélioration des conditions généralement pour trouver du travail dans les mois du printemps et en été, mais aussi la partie importante est due à l'amélioration du marché du travail.

Les jeunes sont les plus touchés par le chômage. Les jeunes femmes représentent 27,85% et les jeunes hommes représentent 27,45%, donc on peut constater que le chômage des jeunes femmes ainsi des jeunes hommes est presque égalitaire. Mais le taux est quand même plus grand chez les jeunes femmes. La classe moins touchée par le chômage sont des hommes et des femmes de l'âge entre 65 ans et plus. La population avec le diplôme universitaire a le taux de chômage faible qui s'élève à 2,4% et aussi les personnes qui ont obtenu leur baccalauréat le taux de chômage est 5,2%. Le taux de chômage des personnes sans le diplôme est 25,1%.⁵⁰

Graph 7: Le taux de chômage des hommes(rouge), des femmes (bleu)



⁵⁰ <http://www.spcr.cz/statistika/nezam2q2010.htm>

2.3.3. Le taux de chômage dans la zone euro et dans l'UE 27

Le taux de chômage le plus récemment diffusé par Eurostat qui était 9,9% dans la zone euro au début de mois d'avril 2011.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,0% en novembre 2009, contre 9,9% en octobre 2009. Dans l'UE 27, le taux de chômage s'est élevé à 9,5% en novembre 2009, contre 9,4% en octobre 2009. Alors qu'on constate le taux de 7,5% en novembre 2008. Il s'agit du taux le plus élevé dans la zone euro depuis août 1998 et dans l'UE27 depuis le début de la série en janvier 2000. Selon les estimations d'Eurostat, 22,899 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en novembre 2009 dans l'UE27, dont 15,712 millions dans la zone euro. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Parmi les États membres, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas avec 3,9% et ensuite en Autriche avec 5,5%. Le taux de chômage le plus élevé est en Lettonie avec 22,3% et en Espagne avec 19,4%. Sur un an, tous les États membres ont ressenti une augmentation du taux de chômage et les plus faibles hausses ont été observées en Allemagne entre 7,1% et 7,6%, au Luxembourg de 5,2% à 6,0% et à Malte de 6,2% à 7,0%. Le plus fortes hausses ont été enregistrées en Lettonie de 10,2% à 22,3%. En Estonie de 6,5% à 15,2% et en Lituanie de 6,4% à 14,6% entre les troisièmes trimestres de 2008 et 2009.

Si on regarde le taux de chômage des hommes et des femmes dans la zone euro et dans l'UE27, on peut constater que le taux de chômage des hommes a augmenté de 7,5% à 9,9% dans la zone euro et de 7,2% à 9,7% dans l'UE27. Le taux de chômage des femmes s'est accru de 8,6% à 10,0% dans la zone euro et de 7,8% à 9,2% dans l'UE27. Le taux de chômage des moins de 25 ans est dans la zone euro 21%, on marque l'augmentation et puis dans l'UE27 est 21,4%.⁵¹

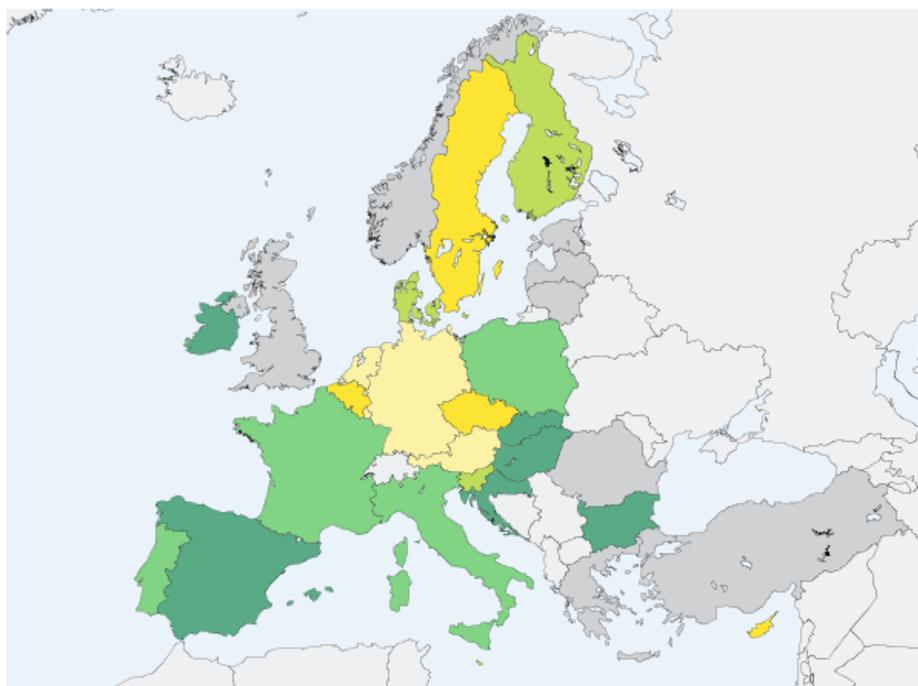
⁵¹ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-08012010-AP/FR/3-08012010-AP-FR.PDF

Image 1: Les taux de chômage en Europe en février 2011 (source:Insee)

Taux de chômage harmonisé - total

% (désaisonnalisé) - 2011M02

Total



Légende

4.3 - 6.3

6.3 - 7.6

7.6 - 8.0

8.0 - 11.1

11.1 - 20.5

N/A

Valeur minimale:4.3 Valeur maximale:20.5 eu15:9.4

Cette carte géographique nous montre que le taux de chômage n'est pas identique partout en Europe. Les taux de chômage en Allemagne, en Hollande et en Autriche sont parmi les plus bas de l'Europe. Au contraire, en Espagne, en Irlande, en Slovaquie, en Hongrie, en Croatie et en Bulgarie le taux de chômage est le plus élevé de l'Europe.

2.3.4. Considère-t-on plus de chômeurs en France ou en République Tchèque?

Selon la recherche de l'Eurostat, le taux de chômage en République Tchèque représente 7,0% par rapport en France qui lui représente 9,6%. Par rapport à ces données on peut bien voir que le taux de chômage est plus élevé en France qu'en République Tchèque.

2.4. Quelles sont les obligations des demandeurs d'emploi en France?

Quelles sont les obligations de demandeur d'emploi? Au terme de l'article L. 5411-6 du Code du travail, « le demandeur d'emploi immédiatement disponible pour occuper un emploi est [...] tenu de participer à la définition et à l'actualisation du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 » du Code du travail, « d'accomplir des actes positifs et répétés de recherche d'emploi et d'accepter les offres raisonnables d'emploi telles que définies aux articles L. 5411-6-2 et L. 5411-6-3 » du Code du travail. Plus généralement, le demandeur d'emploi est tenu aux obligations qui, à défaut d'être respectées, peuvent entraîner sa radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Comme le prévoit l'article L. 5412-1 du Code du travail, est ainsi radiée de cette liste, la personne qui:

1° soit ne peut justifier de l'accomplissement d'actes positifs et répétés en vue de retrouver un emploi, de créer ou de reprendre une entreprise;

2° soit, sans motif légitime, refuse à deux reprises une offre raisonnable d'emploi mentionnée à l'article L. 5411-6-2 du Code du travail;

3° soit, sans motif légitime:

a) refuse d'élaborer ou d'actualiser le projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE);

b) refuse de suivre une action de formation ou d'aide à la recherche d'emploi proposée par l'un des services ou organismes participant au service public de l'emploi et s'inscrivant dans le cadre du PPAE;

c) refuse de répondre à toute convocation des services et organismes participant au service public de l'emploi ou mandatés par ces services et organismes;

d) refuse de se soumettre à une visite médicale auprès des services médicaux de main-d'œuvre destinée à vérifier son aptitude au travail ou à certains types d'emploi;

e) refuse une proposition de contrat d'apprentissage ou de contrat de professionnalisation;⁵²

⁵² <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/informations>

f) refuse une action d'insertion ou une offre de contrat aidé prévues aux chapitres II et IV du titre III du livre Ier de la Ve partie du Code du travail (insertion par l'activité économique, contrats aidés: contrat d'accompagnement dans l'emploi, CIE...). Est également radiée de la liste des demandeurs d'emploi, la personne qui a fait de fausses déclarations pour être ou demeurer inscrite sur cette liste. Le retrait du bénéfice du revenu de remplacement pour l'un des motifs énumérés à l'article R. 5426-3 du Code du travail entraîne pour l'intéressé la radiation de la liste des demandeurs d'emploi pour la durée mentionnée ci-dessous. Les demandeurs d'emploi sont également tenus de signaler à Pôle Emploi, dans un délai de 72 heures, tout changement intervenu dans leur situation (reprise d'un travail, départ en formation, arrêt maladie...).

La radiation de la liste des demandeurs d'emploi entraîne l'impossibilité d'obtenir une nouvelle inscription:

a) pendant une période de 15 jours lorsque sont constatés pour la première fois les manquements mentionnés au 1° et aux b, e et f du 3° de l'article L. 5412-1 du Code du travail (voir ci-dessus). En cas de manquements répétés, cette période peut être portée à une durée comprise entre un et six mois consécutifs;

b) pendant une période de 2 mois lorsque sont constatés pour la première fois les manquements mentionnés aux 2° et a, c et d du 3° de l'article précité (voir ci-dessus). En cas de manquements répétés, cette période peut être portée à une durée comprise entre deux et six mois consécutifs;

c) pendant une période dont la durée est comprise entre 6 et 12 mois consécutifs lorsque sont constatées les fausses déclarations pour être ou demeurer inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi.

d) Le refus d'un demandeur d'emploi d'accepter une offre d'emploi impliquant de travailler le dimanche ne constitue pas un motif de radiation de la liste des demandeurs d'emploi.⁵³

⁵³ <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/informations>

e) „Les personnes qui entendent contester leur radiation doivent former un recours préalable devant le directeur général de Pôle emploi ou la personne qu'il désigne au sein de cette institution (renseignements auprès de Pôle emploi). Ce recours n'est pas suspensif.

f) Le non-respect des obligations visées ci-dessus peut également aboutir, au terme d'une procédure contradictoire durant laquelle le demandeur d'emploi a le droit d'être entendu, accompagné le cas échéant d'une personne de son choix, à la réduction, la suspension ou la suppression des allocations de chômage qui lui sont versées.⁵⁴

3. Sociologie du chômage

Le chômage a établi une visibilité sociale considérable. Il est devenue l'objet de débats. Pour le sociologue être chômeur, ce n'est pas seulement être privé d'emploi, c'est aussi être reconnu comme tel dans les établissements en France à l'ANPE ou en République Tchèque à "úřad práce". Faire partie d'une catégorie sociale. Le chômage est un construit social, les chômeurs sont constitués par des règles sociales et les normes culturelles. Cette mise en forme sociale du chômage qui émerge peu à peu au cœur des préoccupations des sociologues. Le chômage se définit par deux conditions, la première condition est sociale *objective* comme la privation d'emploi et la deuxième comme une situation *subjective* comme d'être vécue de manière variable par les individus, il est aussi un statut reconnu qui est encadré par des institutions et règles. Le chômage peut être considéré comme un statut juridique, mais aussi comme une cible de l'action administrative, une grandeur du dénombrement statistique, une expérience intime, une représentation sociale, etc. Le chômage est considéré comme une composante "naturelle" de la société contemporaine. Il est susceptible de définitions variées. Il est le produit d'une construction sociale qui convertit certaines situations de non-emploi en chômage. Le chômage est donc une manière de dire, de classer, de catégoriser certaines situations. La forme sociale que nous appelons le chômage évolue et se transforme.⁵⁵

⁵⁴ <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/informations>

⁵⁵ Demazière, Didier. La sociologie du chômage. Collections Repères, 1995, page 5

Certaines populations sont plus susceptibles de subir le chômage, soit parce qu'elles n'ont pas de «bonne» qualification, soit parce qu'elles ont une faible volonté de travailler, ou encore parce qu'elles subissent un phénomène de discrimination. Ces causes de chômage peuvent se combiner avec la *volonté de travail* qui se manifeste par la capacité de l'individu à accepter des postes peu désirés à de faibles salaires et à se résoudre à compenser les obstacles économiques à son emploi en acceptant certaines contraintes comme la mobilité.⁵⁶

3.1. La politique de l'emploi et le traitement du chômage

Le traitement du chômage ne représente qu'une dimension de la politique de l'emploi, celle-ci se définissant comme l'ensemble des interventions publiques visant à améliorer le fonctionnement du marché du travail et à en réduire les déséquilibres. Sa place au sein de cette politique a pourtant largement évolué depuis l'actuelle crise de l'emploi.⁵⁷

Pour bien classifier les outils de la politique de l'emploi, il faut différencier les mesures "actives" et les mesures "passives". Les premières dirigent vers la lutte directe contre le rationnement des emplois. Elles favorisent l'adaptation de la main-d'œuvre par la voie de la formation professionnelle. Elles suscitent la création de nouveaux emplois en incitant à l'embauche, elles tentent de préserver les emplois existants (aménagement du temps de travail), elles améliorent la circulation de l'information sur le marché du travail. Les secondes visent à alléger les effets de la pénurie d'emploi sans agir sur ce rationnement, mais en distribuant des ressources aux chômeurs, des indemnités, et en contrôlant le volume de la population active. La mise en forme officielle de la politique de l'emploi s'appuie, inévitablement, sur une nomenclature stable permettant des comparaisons dans le temps.⁵⁸

⁵⁶ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ch%C3%B4mage>

⁵⁷ Demazière, Didier. La sociologie du chômage. Collections Repères, 1995, page 64

⁵⁸ Demazière, Didier. La sociologie du chômage. Collections Repères, 1995, page 65-66

3.2. Les institutions en faveur des chômeurs en République Tchèque

Le montant maximum d'indemnisation en cas de déclaration des revenus pour l'année 2011 est 13 258 couronnes tchèques converti en euro avec le taux de change 1 euro = 24,21 couronnes tchèques, est égale à 548 euros. Et le montant maximum d'indemnisation en cas de non-déclaration des revenus pour l'année 2011 est 3 499 couronnes tchèques, ce qui est égale à 145 euros.⁵⁹

Le montant d'indemnisation maximum est compté par rapport au montant du salaire moyen qui est multiplié par le coefficient 0,58. En 2011, le salaire minimum s'éleve à 8 000 couronnes tchèques par mois qui correspond à 330 euros et le montant minimum par l'heure est 48,10 couronnes tchèques égale à 1,98 euros par l'heure.

Les institutions qui sont à disposition des chômeurs? L'institution officielle pour l'aide aux chômeurs à retrouver un emploi est "úřad práce" qui est similaire à l'ANPE en France. Le bureau du travail est un institut de l'État. Le bureau du travail ("úřad práce") de la République Tchèque est un bureau administratif, qui exécute des tâches dans le domaine de l'emploi, de la protection des travailleurs face à l'insolvabilité de l'employeur et le soutien de l'état social. Le bureau du travail tchèque fournit les services d'information pour des possibilités d'emploi, en particulier l'information sur des offres d'emploi en République Tchèque et dans l'Union Européenne. Il fournit aussi des informations concernant la situation du marché du travail en République tchèque et l'UE, les conditions de travail à l'étranger et les informations concernant la formation continue. Il remplit des services consultatifs pour le choix de la carrière, les différents choix de la ré-qualification, et aussi des recherches de l'emploi approprié.⁶⁰

⁵⁹ <http://www.mesec.cz/mzdy-a- Duchod/mzda-a-plat/pruvodce/podpora-v-nezamestnanosti/>

⁶⁰ http://portal.mpsv.cz/sz/obecne/cinnosti_up

“ Les 76 bureaux locaux du travail qui couvrent l'ensemble du pays. Elles sont ensuite compilées par le ministère du Travail et des Affaires sociales (MLSA). Les données mensuelles se réfèrent à la situation à la fin du mois. Les données annuelles et trimestrielles sont des moyennes des chiffres mensuels.”⁶¹

3.3. Les institutions mises en disposition en France

L'allocation journalière est égale à 40,4% du salaire journalier de référence auquel on ajoute 11,17 €. Si l'allocation ainsi calculée est inférieure à 57,4% du salaire de référence, le chômeur a droit à une allocation égale à 57,4% de son salaire de référence. Montant minimal et maximal. L'allocation versée ne peut être inférieure à 27,25 € ni supérieure à 75% de son salaire journalier de référence.⁶²

Le montant de l'augmentation du Smic au 1er janvier 2011 a été calculé à partir de l'augmentation des prix à la consommation et relevé de 1,6%. Le Décret n° 2010-1584 du 17 décembre 2010 qui officialise le relèvement du salaire minimum de croissance (Smic), a été publié au Journal officiel du 18 décembre 2010. Ce décret précise également le nouveau montant du minimum garanti (MG) qui passe à 3,36 euros (au lieu de 3,31 euros). Le minimum garanti est utilisé pour l'évaluation des frais professionnels (repas, déplacements, etc.), des avantages en nature dans certains cas (nourriture, logement), d'allocations d'aide sociale, etc. Le Smic horaire brut sera de 9 euros, soit 1.365 euros bruts par mois.

Cette revalorisation au 1er janvier 2011 porte le Smic mensuel net à 1.073 euros. Il est vraisemblable que le Smic sera relevé à nouveau en juin ou en juillet. Il pourrait augmenter de 2%.⁶³

⁶¹ http://stats.oecd.org/mei/default.asp?lang=f&subject=10&country=CZE 2011_11263.html

⁶² <http://www.lentreprise.com/smic-et-smic-horaire-les-montants-a-partir-du-1er-janvier>

⁶³ <http://www.lentreprise.com/smic-et-smic-horaire-les-montants-a-partir-du-1er-janvier>

„Les programmes d'aide à l'emploi mis en place par les pouvoirs publics sont des travaux d'utilité collective (TUC), aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE), contrat de réinsertion en alternance (CRA), contrat de retour à l'emploi (CRE), programme d'insertion locale (PIL), contrat emploi solidarité (CES), contrat emploi consolidé (CEC), crédit formation individualisé (CFI), actions d'insertion et de formation (AIF), contrat initiative emploi (CIE), nouveaux services emplois jeunes, contrat jeune en entreprise (CJE), stage de mise à niveau (STAM), stages AFPA, stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE), etc. Certains ont disparu, d'autres existent encore. En France, plus de quatre-vingts dispositifs se sont succédé depuis la fin des années 1970. Ils ont pour objectif d'améliorer l'«employabilité» des personnes sans travail. Tous ces programmes cherchent principalement à accroître la formation théorique ou pratique, donner ou redonner des habitudes de travail et accumuler de l'expérience professionnelle. Chaque dispositif important compte des centaines de milliers de bénéficiaires et coûte des milliards d'euros.“⁶⁴

Malgré tout ce qui est fait ou a été fait pour lutter contre le chômage, il y a encore plus de 2 500 000 chômeurs en France et en République Tchèque il y a 547 762 chômeurs. Pour ces personnes reste l'attribution d'un revenu de remplacement, versé par deux régimes en France qui sont sous forme d'indemnités diverse premièrement par une aide plus efficace apportée par l'ANPE aux chômeurs qui se traduirait par un suivi personnalisé et aussi avec le dispositif prévu par la nouvelle convention de l'UNEDIC qui institue le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE), et en République Tchèque par «úřad práce».⁶⁵

⁶⁴ Cahuc, Pierre. Le chômage, fatalité ou nécessité? Flammarion, 2009, page 174

⁶⁵ Fahy, Jean-Michel. Le chômage en France, 2001, page 107

3.4. Assurance chômage existe-t-elle dans les deux pays?

En France, depuis 1958, l'assurance chômage lutte contre le chômage et aider les chômeurs intensivement. Depuis la mise en place d'institutions, telles que le régime d'assurance chômage, le Fonds national de l'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi jusqu'aux dispositifs les plus fins, tels que ceux qui ont été conçus pour des publics particuliers.

L'assurance chômage française existe depuis 1958. Elle est gérée par l'union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce – UNEDIC. La convention en vigueur date du 19 février 2009. Elle prévoit que tout demandeur d'emploi qui justifie de quatre mois d'affiliation à l'assurance chômage dans une période de 28 mois s'il a moins de 50 ans et 36 mois s'il a 50 ans ou plus, est susceptible d'être indemnisé au titre de l'allocation d'aide au retour à l'emploi.⁶⁶

3.4.1. Histoire de la protection contre le chômage depuis 1958

Le régime d'assurance chômage en France a été créé le 31 décembre 1958 pour les salariés de l'industrie et du commerce, sous l'impulsion du Général De Gaulle, par les partenaires sociaux avec la signature par le patronat (CNPFP) et les syndicats (FO, CFTC et CGC) de la Convention nationale interprofessionnelle. Le système d'indemnisation est établi en dehors du cadre de la SECU – Sécurité sociale, contre le souhait de la CGT qui refuse initialement de prendre part aux négociations. Dès le départ, les signataires considèrent que le régime doit dépasser la simple indemnisation des chômeurs et favoriser la reprise rapide d'un emploi et la mobilité de la main-d'œuvre.⁶⁷

⁶⁶ Fahy, Jean-Michel. Le chômage en France, 2001, page 112

⁶⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Assurance_ch%C3%B4mage_en_France

L'ANPE est créée en 1967 sur proposition du commissaire au plan François-Xavier Ortoli, pour joindre un outil d'orientation et de recherche d'emploi à la seule indemnisation du risque. La forte hausse du chômage dans les années 80 entraîne un déficit qu'en 1982 le patronat refuse de voir une hausse des cotisations et remet en cause la convention signée en 1959, d'où une baisse des indemnisations et une proportionnalité entre durée de cotisation et indemnisation.

Pour les chômeurs dits en fin de droits, c'est l'assistance de l'État qui supplée l'Unedic depuis 1984 avec la création de l'allocation spécifique de solidarité, puis de facto le revenu minimum d'insertion créé en 1988 par le gouvernement de Michel Rocard. Une nouvelle crise financière de l'Unedic aboutit en 1992 à un allongement de la durée de cotisation (modifiée plusieurs fois), la dégressivité des allocations et un contrôle renforcé de la recherche d'emploi. Cette dégressivité ne sera abandonnée qu'en 2001 quand le MEDEF impose la création du PARE, mais la trop forte baisse des cotisations négociée à cette occasion couplée à une remontée du taux de chômage dégrade de nouveau les comptes et aboutit à la signature d'une nouvelle convention dès l'année suivante qui fait passer la durée d'indemnisation de 30 à 23 mois et durcit les conditions d'accès au régime. À peine la moitié des chômeurs sont indemnisés par l'Unedic! La loi de *cohésion sociale* (Borloo) de 2005 supprime formellement le monopole de placement de l'ANPE et prévoit la création de 300 maisons de l'emploi regroupant les différents acteurs de l'aide aux chômeurs. Puis la nouvelle convention de 2006 durcit de nouveau les conditions d'accès au régime d'indemnisation, tout en instaurant le principe du *guichet unique* et le suivi mensuel des chômeurs. Depuis le 28 décembre 2008, Assedic et ANPE ont fusionné pour donner naissance à une nouvelle entité nommée "Pôle-emploi".⁶⁸

⁶⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Assurance_ch%C3%B4mage_en_France

4. Croissances et raisons du chômage en République Tchèque et en France?

Pourquoi le chômage en France? Est-ce que le chômage est la préoccupation numéro 1 des Français? On considère que c'est à partir de 1974, avec l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing que la France est entrée en chômage et que elle ne s'en est plus sortie. Dans les années 1997 à 2002 le gouvernement français a dit qu'il avait trouvé la recette miracle et que le chômage était vaincu mais les chiffres disaient bien le contraire. De mars 1997 à mars 2001, l'emploi s'est accru d'environ 1 500 000 personnes mais dans l'euphorie économique qui a caractérisé cette période, c'est une performance plus que médiocre. Cela représente 1,7% par an de croissance de la main d'oeuvre employée contre 1,9% pour la moyenne OCDE, 2,5% aux USA et plus de 3% en Espagne et aux Pays-Bas.

Si on imagine que l'État enlève les emplois comme les embauches dans la fonction publique, les emplois jeunes qui ont été créés artificiellement par lui même, la croissance de l'emploi chute de plus de moitié et tombe à 0,7%, chiffre qui équilibre à peine la croissance naturelle de la population active.

La maladie du chômage s'explique depuis 1974, l'emploi marchand, l'emploi dans le secteur privé, n'a pas cessé de baisser et la France est le seul pays occidental avec cette caractéristique. Par contraste, de 1973 à 2000, l'emploi croît de 57% aux Etats-Unis, de 22% en Grande-Bretagne, de 11% en Allemagne (de 1988 à 1990).

Ce constat nous permet de nous interroger sur le bien fondé des politiques de l'emploi mises en place par les gouvernements successifs et les budgets considérables qui sont mis en oeuvre puisque le traitement social du chômage représente plus de 3% du produit intérieur brut (PIB) et emploie une population de fonctionnaires et par-fonctionnaires qui excède 500 000 personnes.⁶⁹

⁶⁹ <http://www.ifrap.org/Pourquoi-le-chomage-en-France,0537.html>

Le chômage a été créé par des chocs pétroliers, la vacuité de cette explication apparaît dès que l'on constate que d'autres pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ont été soumis aux mêmes chocs et on vu cependant leur emploi continuer de croître. Les français essaient d'améliorer leur situation en créant les entreprises, car l'entreprise est l'agent essentiel de création d'emplois et la création de l'entreprise n'augmente pas beaucoup. Pourtant cela fait plus de 30 ans que l'Etat multiplie les agences et les bureaucraties chargées de stimuler la création et le développement des entreprises, d'abord c'était l'ANVAR, puis la SOFARIS, la BDPME, l'Agence pour la création d'entreprises (APCE), etc. Mais ce qui est étonnant c'est que plus ces agences se multiplient, moins il se crée d'entreprises.⁷⁰

Ce que les politiques françaises de l'emploi ont ignoré, c'est d'utiliser la vigueur de l'initiative individuelle, le dynamisme des entrepreneurs pour les encourager à aider d'autres entrepreneurs à émerger. En France ils ont préféré confier cette mission à des agences gouvernementales. Ce qui répond que des bureaucraties n'avaient pas la capacité d'encourager les prises de risque ni de faire les bons choix économiques et techniques. La plupart des entrepreneurs ont fui à l'étranger. Parmi leur raison était l'impôt.⁷¹

En conclusion, si la France veut réduire le chômage et redonner du travail à tous ses jeunes, il faut réaffirmer avec force que seule l'entreprise et les entrepreneurs sont capables de créer de vrais emplois.⁷²

⁷⁰ <http://www.ifrap.org/Pourquoi-le-chomage-en-France,0537.html>

⁷¹ <http://www.ifrap.org/Pourquoi-le-chomage-en-France,0537.html>

⁷² <http://www.ifrap.org/Pourquoi-le-chomage-en-France,0537.html>

4.1. Problème du chômage en République tchèque

En République tchèque comme l'un des rares pays qui ont subi une transformation d'une économie centralement planifiée lors de la 90e années a maintenu un taux de chômage très faible. La situation a commencé à se détériorer en 1997, quand le secteur financier tchèque est passé par la crise bancaire. La crise financière liée à la dévaluation de la couronne. Par conséquent, nous constatons une augmentation significative du chômage dans les années 90.⁷³

Le ralentissement conjoncturel de l'économie tchèque a bien commencé par les changements structurels qui étaient dans cette période au sommet. Les vieilles usines ont fermés et se font remplacer par des petite entreprises souples, car c'était elles qui ont pu mieux répondre à la demande des consommateurs. Dans l'économie de marché ces changements ne sont pas inhabituels, sans aucun impact significatif sur le chômage, mais l'économie tchèque a connu un changement radical dans la structure de l'économie, en particulier le secteur primaire.⁷⁴

Depuis 2000, l'économie a commencé à ralentir la croissance et cette croissance s'est poursuivie pendant 8 ans. La croissance du produit intérieur brut au cours de cette période a été très forte, atteignant un taux moyen de 4%. Même dans une période de forte croissance, le chômage est resté à des niveaux très élevés d'environ 9%. Ce phénomène ne peut s'expliquer que par une analyse des règles institutionnelles de la République tchèque alors qui existent encore aujourd'hui. Parmi les principales causes du chômage sont le salaire minimum, le système de soutien social non satisfaisant, le code du travail rigide et les charges fiscales élevées.⁷⁵

⁷³ <http://brightside.blog.cz/1011/priciny-a-reseni-nezamestnanosti-v-cr>

⁷⁴ <http://brightside.blog.cz/1011/priciny-a-reseni-nezamestnanosti-v-cr>

⁷⁵ <http://brightside.blog.cz/1011/priciny-a-reseni-nezamestnanosti-v-cr>

4.2. La mondialisation aggrave-t-elle le chômage?

Pour beaucoup, la mondialisation serait la cause principale des destructions d'emplois. La mondialisation occasionne nettement plus de destructions que de créations d'emplois. Le raisonnement qui mène à cette conclusion peut se résumer de la façon suivante: les coûts de la main-d'œuvre non qualifiée étant très faibles dans les pays émergents, nous ne pouvons pas concurrencer sur les marchés des produits dont la fabrication exige beaucoup de main-d'œuvre de ce type.

Nous importons donc ces produits au lieu de les fabriquer nous-mêmes, ce qui provoque la destruction d'emplois non-qualifiés. Nos exportations seraient produites avec peu de travail tandis que nos importations seraient, au contraire, produites avec beaucoup de travail.

En 1999, pour les quinze pays de l'Union européenne, les importations de produits manufacturés en provenance des pays émergents ne représentaient que 7,8% du total des importations de produits manufacturés. Pour les produits ce type, 62% des importations de l'Union européenne proviennent de l'Union européenne. La vision d'une mondialisation destructrice d'emplois apparaît moins solide que le raisonnement de départ le laissait supposer, et seules les études empiriques, qui abondent dans ce domaine, permettent d'y voir plus clair.

„Pour apprécier les effets de la mondialisation sur l'emploi, une des méthodes les plus utilisées est celle de la „balance en emplois“. Son principe est simple. De nombreuses enquêtes nous renseignent sur les liens entre le volume de la production et le volume de l'emploi dans tous les secteurs de l'économie. Et aussi nous renseignent sur les volumes d'exportations et d'importations propres à chaque secteur. À partir de là, il devient possible d'estimer combien d'emplois sont „détruits“ par les importations et combien d'emplois sont „créés“ par les exportations. Si la balance est négative, cela signifie que les échanges internationaux ont détruit plus d'emplois qu'ils n'en ont créé pour le secteur en question.“⁷⁶

⁷⁶ Cahuc, Pierre. Le chômage, fatalité ou nécessité? Flammarion, 2009, page 32, 33, 34, 35

Conclusion

Avant de commencer ce mémoire je me suis posée certaines nombres des questions concernant le chômage. Après mes études approfondies, je peux constater que la République Tchèque a son principal avantage sur le marché du travail est considéré comme la main-d'œuvre qualifiée. Étant donné que le marché du travail actuel s'est développé très rapidement et la complexité croissante du travail est la nécessité de continuer à améliorer les compétences ainsi que de développer l'adaptabilité de la main-d'œuvre. Pour les nouvelles exigences du marché du travail demande de la réactivité ainsi qu'un système éducatif qui demande une préparation pour une durée de vie de l'employabilité.

La France et la République Tchèque ont vécu l'histoire du chômage dans le passé, chacun des deux pays ont vécu surmonter cette épreuve de différentes manières. La société française qui passe d'une économie administrée à une économie libéralisée a provoqué la hausse du chômage alors que le système communiste en République Tchèque promet un plein emploi ce qui a influencé également de beaucoup le taux de chômage.

Selon la recherche de l'Eurostat, on constate qu'aujourd'hui, le taux de chômage en République Tchèque représente 7,0% par rapport à celle de France qui représente 9,6%. Mais cela nous indique-t-il que le taux de chômage est plus élevé en France? Pour répondre à la question du nombre élevé de chômeurs en France, je dirai que c'est à cause de l'emploi marchand, ainsi que des allocations chômage.

Par exemple, je suis un chômeur en France, je reçois tous les fins du mois des allocations chômage d'environ 900 euros par mois, je ne voudrais donc pas travailler ni chercher de travail en sachant que le SMIC mensuelle nette est 1073 euros et la différence entre mes allocations chômage et ma paie est minuscule. Par rapport à la République Tchèque où les allocations chômage sont défavorable et ne donne pas envie d'être chômeur. Mais cette hypothèse est à moitié vrai, car en France les allocations chômage sont plus élevés que celle de la République Tchèque, mais ils permettent aux français de prendre plus

de temps dans leurs recherches de l'emploi et de trouver enfin l'emploi qui s'inscrira dans la durée, car ils ont pris leurs temps de bien le choisir, donc il y a une plus forte probabilité de tenir ce poste plus longtemps. Par contre les Tchèques eux, vont préférer prendre moins de temps pour leurs recherches. Mais aussi il faut regarder le niveaux de vie en France, car en réalité le SMIC est trop bas, et surtout qu'avec 900 euros par mois, on ne peut pas vivre convenablement en France. Et aussi les jeunes peuvent être découragés par les „emplois fictifs“ et par la non valorisation de leurs diplômes.

Pour conclure mon mémoire je dirai que chômage est un facteur positif sur le marché du travail, sa régulation du marché du travail, même si pour certains c'est un cauchemar. Le chômage est un facteur important pour réguler le marché du travail.

Résumé

Ce mémoire porte sur le chômage en France et en République Tchèque. Il aborde l'histoire du chômage avec des dates précises. On compare aussi les différentes indemnisations, assurances chômage, et les institutions mis en place pour lutter contre le chômage. Il faut préciser qu'au moyen âge le problème du chômage était inexistant, car les chômeurs étaient considérés comme les pauvres, on faisait la distinction du peuple seulement qu'entre les pauvres et les riches. Le chômage en tant que tel n'existait pas et pourquoi? Car le travail était plutôt domestique, comme le travail à la ferme familiale.

Avant de commencer ce mémoire, j'étais persuadé qu'en France le taux de chômage était moins élevé qu'en République Tchèque, mais les études précises sur le sujet abordé m'ont prouvé le contraire, le problème n'est pas du tout lié à la fameuse mondialisation, car elle n'a aucun impact. Mais il y a des mauvaises politiques mises en place par l'État et puis aussi de nombreux passages économiques malgré que la France ait mis en place tellement de dispositifs et d'institutions pour lutter contre le chômage.

Plus précisément, nous avons pu voir l'impact psychologique sur les chômeurs, les impacts sociaux. Les différentes institutions mises en place, les différentes politiques de l'emploi et différents traitements du chômage.

Ce mémoire est accompagné d'images et de graphes dans lesquels on constate le taux de chômage plus élevé en France qu'en République Tchèque. En même temps on compare tous les taux de chômage en Europe où on constate des taux plus ou moins élevés.

Résumé

Tato práce se zaměřuje na nezaměstnanost ve Francii a v České republice. Pojednává o historii nezaměstnanosti, a to s přesnými a důležitými daty. Také porovnává různé výše dávek v nezaměstnanosti, různá pojištění v nezaměstnanosti, a rozdílné instituce v boji proti nezaměstnanosti. Důležitou věcí na zapamatování je, že ve středověku problém nezaměstnanost jako takový neexistoval, jelikož tehdejší nezaměstnaní byli nazýváni tzv. chudí, rozdíl existoval spíše mezi společenskými vrstvami, společnost se dělila na chudé a bohaté. V tomto období nezaměstnanost jako taková neexistuje, a proč? Protože se pracovalo spíše v domácnosti, neexistovalo, že by někdo byl bez práce, jelikož všichni pracovali například na rodinné farmě či v rodinném podniku.

Před zahájením této bakalářské práce jsem si byla jista, že ve Francii je míra nezaměstnanosti daleko nižší než v České republice, ale přesné studie mi prokázaly opak, hlavní problematika není spojená s globalizací, protože ta skoro žádný vliv na nezaměstnanost nemá. Problém vychází ze špatných politik v boji proti nezaměstnanosti prováděných státem, ale také mnohých přechodů mezi ekonomikami i přesto, že Francie má mnoho odborů a institucí v boji proti nezaměstnanosti.

Konkrétně jsme mohli vidět psychologický a sociální dopad na nezaměstnané. Různé instituce určené na pomoc nezaměstnaným, různé politiky nezaměstnanosti a rozdílné řešení nezaměstnanosti.

Tato práce je doprovázena obrázky a grafy, ve kterých je míra nezaměstnanosti vyšší ve Francii než v České republice. Současně jsme mohli porovnat všechny míry nezaměstnanosti v Evropě, kde můžeme vidět vyšší nebo nižší sazby.

Annotation

Nom et prénom de l'étudiante:	Kateřina Růžičková
Nom de la faculté et de département:	Faculté des lettres Département des langues romanes
Directeur du mémoire :	Mgr. Aurélie DUBOIS
L'année:	2011

Titre du mémoire :	Le chômage en France et en République Tchèque
Nombre des pages :	56
Mots clefs :	Le chômage, symptôme mondial, femme au foyer, variable d'ajustement, France, République Tchèque, chômeur, discrimination, mondialisation, assurance de chômage, ANPE, "úřad práce", allocations chômage
Caractéristique du mémoire :	Le mémoire se concentre sur le chômage, en tant que telle. Il contient le contexte historique, descriptive et sociologique. Ce sujet devient un sujet familial et social, un sujet de nos jours. L'emploi devient une variable d'ajustement pour les entreprise. Le chômage est vécu dans les deux pays de différentes manières, influencer par plusieurs facteurs comme le choc pétrolier, les passages entre les économies, le système communiste etc. Dans ce mémoire on peut comparer l'évolution du chômage dans les deux pays européens et constater le taux de chômage plus ou moins élevé.

Anotace

Příjmení a jméno autora:	Kateřina Růžičková
Název katedry a fakulty:	Filozofická fakulta Katedra romanistiky
Vedoucí diplomové práce:	Mgr. Aurélie DUBOIS
L'année:	2011

Název diplomové práce:	Le chômage en France et en République Tchèque
Počet stran:	56
Klíčová slova:	Nezaměstnanost, světový dopad, žena v domácnosti, proměnná, Francie, Česká Republika, nezaměstnaný, diskriminace, globalizace, pojištění v nezaměstnanosti, ANPE, úřad práce, podpora v nezaměstnanosti
Charakteristika:	Bakalářská práce je převážně orientována na nezaměstnanost jako takovou. Obsahuje historický, deskriptivní a sociologický kontext. Toto téma je rodinným a sociálním tématem, tématem dneška. Zaměstnanost se stala proměnnou pro firmy. V každé zemi nezaměstnanost měla odlišný průběh. Byl ovlivněn různými faktory jako naftová krize, průběh z jedné ekonomiky na druhou, komunistický režim atd. Tato práce se zabývá porovnáváním vývoje nezaměstnanosti v obou evropských zemích a určuje její vyšší či nižší míru.

Bibliographie

Le chômage, fatalité ou nécessité? Cahuc, Pierre. Flammarion, 2009. ISBN 978-2-0812-2816-0

Le chômage. Jérôme Gautié, Collection repères, 2009. ISBN 978-2-7071-5728-7

Le chômage en France. Fahy, Jean-Michel. Presse Universitaires de France (PUF), 2001. ISBN 2130518621

Nezaměstnanost...psychologický, ekonomický a sociální problém. Buchtová, Božena. Praha: Grada Publishing a. s., 2002. ISBN 80-247-9006-8

Les nouvelles théories du marché du travail. Perrot, Anne. Collection Repères, 1992. ISBN 978-2-7071-2110-3

Le chômage. Freyssinet, Jacques. Collection repères 2002. ISBN 2-7071-3212-8

La sociologie du chômage. Demazière, Didier. Collections Repères, 1995. ISBN 2-7071-2500-8

L'emploi en France. Gambier, Dominique. Collections Repères, 1998. ISBN 2-7071-2756-6

Les autres sources bibliographiques:

Institut national de la statistique et des études économiques

Český statistický úřad = office tchèque des statistiques

Revue économique français

Eurostat

INSEE

Sitographie

<http://www.e-polis.cz/nezarazene-clanky/28-vyvoj-nezamestnanosti.html>

<http://www.finance.cz/zpravy/finance/106299-nezamestnanost-v-cr-klesa/>

<http://www.euroekonom.cz/analyzy-clanky.php?type=jl-nezamestnanost07>

http://lbsjs.free.fr/Balbastre/Balbastre_chomage.htm

<http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article136>

<http://brises.org/notion.php/Marche-travail/offre-travail/demande-travail/salaire/offre-emploi/demande-emploi/notId/47/notBranch/47/>

<http://brises.org/notion.php/marche-travail/marche-interne/marche-externe/>

http://knihy.cpress.cz/DataFiles/Book/00002405/Download/ke0325_ukazkova%20kap.pdf

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-rp.htm>

http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/secosoc/breve.php?id_breve=220

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/taux-de-chomage.htm>

http://www.inegalites.fr/spip.php?article230&id_mot=87

<http://www.spcr.cz/statistika/nezam2q2010.htm>

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-08012010-AP/FR/3-08012010-AP-FR.PDF

<http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/informations>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Ch%C3%B4mage>

<http://www.mesec.cz/mzdy-a-duchod/mzda-a-plat/pruvodce/podpora-v-nezamestnanosti/>

http://portal.mpsv.cz/sz/obecne/cinnosti_up

http://stats.oecd.org/mei/default.asp?lang=f&subject=10&country=CZE_2011_11263.html

<http://www.lentreprise.com/smic-et-smic-horaire-les-montants-a-partir-du-1er-janvier>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Assurance_ch%C3%B4mage_en_France

<http://www.ifrap.org/Pourquoi-le-chomage-en-France,0537.html>

<http://brightside.blog.cz/1011/priciny-a-reseni-nezamestnanosti-v-cr>